

Règlement de Consultation

Marché public de prestations de nettoyage des locaux
L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de
Paris La Villette

Consultation n°2026-003Nettoyage

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

le 30 novembre 2026, 17h00

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture de Paris la Villette (ci-après désignée « ENSA-PLV »).

Située au 144 avenue de Flandre 75019 Paris.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame Anne D'Orazio en sa qualité de Directrice.

Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un marché public de de nettoyage courants des locaux et des surfaces vitrées de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette (ENSA-PLV).

Site	Adresse	Superficie	Période d'ouverture
Site de Flandre	144 avenue de Flandre – 75019 Paris	7 750 m ²	L'établissement est fermé 8 semaines par an : - 2 semaines pendant les vacances de Noël - 2 semaines pendant les vacances de printemps - 4 semaines en juillet/août Pendant les périodes de fermeture (vacances de Noël et de printemps), le Titulaire pourra adapter les horaires de ses agents afin de respecter le cahier des charges. Des prestations de remise en état pourront être demandées durant les périodes suivantes : à Noël, au printemps et à l'inter-semester de février.
Site des Ardennes	21-23 rue des Ardennes	2 900 m ²	Pendant les 4 semaines de fermeture en Juillet/ Août, il n'y aura pas de prestations.

Les surfaces communiquées ne sont qu'indicatives et ne sauraient engager l'administration.

Les prestations concernent notamment le nettoyage courant des locaux, la fourniture et la mise en place de consommables sanitaires ; le nettoyage des surfaces vitrées et la remise en état exceptionnelles des locaux.

Les prestations attendues sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3. Procédure de mise en concurrence

La procédure de mise en concurrence choisie pour la présente consultation est l'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, et R. 2124-2 1° du Code de la commande publique.

Article 4. Nomenclature CPV

90911000-6 : Service de nettoyage de logements, de bâtiments de vitres.

Article 5. Forme et structure du marché

Le présent marché est un marché public de services.

Il prend la forme d'un accord-cadre est mono attributaire et de forme mixte.

Article 6. Allotissement

L'accord-cadre formant un ensemble de prestations homogènes, il n'est pas prévu de décompositions en lots.

Article 7. Montant du marché

Le présent marché est conclu sans montant minimum.

Le montant maximum de l'accord-cadre mixte est fixé comme suit, pour toute la durée du marché, reconductions incluses : 750 000 € HT.

Le montant annuel estimatif est le suivant : 184 000 € HT, ce montant est estimatif il est donné à titre indicatif uniquement et n'a aucun caractère contractuel.

Article 8. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Le marché est reconductible tacitement trois (3) fois, par période successive de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction, l'ENSA-PLV informe le titulaire de sa décision par écrit au plus tard trois (3) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Il est à noter que l'établissement est fermé 8 semaines par an :

- 2 semaines pendant les vacances de Noël
- 2 semaines pendant les vacances de printemps
- 4 semaines en juillet/août

Pendant les 4 semaines de fermeture en Juillet/ Août, il n'y aura pas de prestations. Le titulaire en prend acte et ne pourra prétendre à aucune compensation financière au titre de ces interruptions, lesquelles sont intégrées dans l'économie générale du marché.

Pendant les périodes de fermeture (vacances de Noël et de printemps), le Titulaire pourra adapter les horaires de ses agents afin de respecter le cahier des charges. **Des prestations de remise en état pourront être demandées durant les périodes de fermeture de Noël et de printemps et à l'inter-semestre de février.**

Les bons de commande pour les prestations à prix unitaire peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Leur durée d'exécution peut se poursuivre au-delà de la date d'expiration du marché lorsque les prestations commandées avant cette échéance n'ont pas pu être intégralement exécutées avant son terme.

Les délais d'exécution applicables à chaque prestation sont précisés dans les bons de commande concernés.

Article 9. Variante, Option et Prestation supplémentaire éventuelle

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

Le marché comporte une option relative à la possibilité de conclure un marché de prestations similaires, en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAP.

Article 10. Visite des locaux **obligatoire**

Une visite des sites, effectuée dans les douze mois précédant la date de remise des offres initiales, est obligatoire.

Cette visite a pour objectif de permettre aux candidats de prendre connaissance des conditions d'accès aux sites, de la superficie et de la destination des locaux, ainsi que de l'activité des services qui les occupent, afin de leur permettre d'élaborer leur offre en toute connaissance de cause.

Elle se tiendra les 16 et 17 novembre 2026 à 10h00.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

Vous devez confirmer par écrit votre participation (liste nominative des participants de votre entreprise demandée) auprès de M. GUESDON responsable de la sécurité des sites de l'ENSAPLV, dont les coordonnées figurent ci-après : adrien.guesdon@paris-lavillette.archi.fr

A réception de votre demande, il vous sera remis l'adresse du rendez-vous pour la date ci-dessus indiquée, les modalités d'accès aux sites ainsi que les consignes éventuelles. En particulier, vous veillerez à vous munir d'une pièce d'identité.

Une attestation de présence sera remise après la visite et devra obligatoirement être jointe à l'offre du candidat. Les candidats ayant déjà effectué une visite les 14 et 15 septembre 2026 dans le cadre de la consultation initiale pourront réutiliser l'attestation de visite qui leur a été délivrée à cette occasion, laquelle devra également être jointe à leur offre.

Des questions pourront être posées lors de la visite. A l'issue de celle-ci, le candidat confirmera ses questions par écrit via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) dans un délai de 3 jours. L'ENSAPLV procédera éventuellement à la modification du dossier de consultation en intégrant les réponses aux questions reçues. L'offre remise par le candidat devra prendre en compte cette version du dossier de consultation.

Les candidats ne sauraient, en aucun cas, se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du lieu ou des équipements en place pour justifier l'impossibilité de respecter la totalité de leurs engagements ou pour justifier et obliger le pouvoir adjudicateur à supporter des charges financières qui n'auraient pas été prévues.

Article 11. Reprise du personnel

Les annexes 7 et 8 du DCE comportent des éléments de masse salariale des personnels de propreté affectés aux marchés actuellement en cours et répondant aux exigences de l'article 7 de la convention collective des entreprises de propreté. Ces données sont fournies afin de permettre l'égalité de traitement des candidats.

Article 12. Dossier de consultation des entreprises

12.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Les annexes financières comprenant une partie forfaitaire (DPGF) et une partie unitaire (BPU+DQE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de réponse technique (CRT).

Rappel : Le DQE est communiqué à titre estimatif et comparatif uniquement. Il n'a pas de valeur contractuelle.

12.2 Retrait du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis gratuitement à disposition des candidats par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à **renseigner une adresse électronique valide** lors du téléchargement du DCE afin de pouvoir être destinataires des éventuelles modifications, précisions ou informations complémentaires relatives à la consultation.

Le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable des difficultés de téléchargement ou de l'absence de réception des informations complémentaires par un candidat n'ayant pas renseigné une adresse électronique valide ou n'ayant pas procédé au téléchargement du DCE après identification préalable.

12.3 Modification du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter au dossier de consultation des entreprises (DCE) des modifications de détail au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres.

Toute modification du DCE fait l'objet d'une information transmise par voie électronique à l'adresse électronique renseignée par le candidat lors du téléchargement ou du retrait du dossier de consultation. Les candidats sont donc invités à vérifier régulièrement les messages reçus à cette adresse.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce titre.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, les dispositions du présent article sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Article 13. Conditions de participation des candidats

La consultation est ouverte à toute personne physique ou morale disposant des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour exécuter les prestations objet du marché.

Les candidats peuvent se présenter :

- Soit à titre individuel ;
- Soit sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les candidats peuvent, pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux. Ils doivent alors justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'ils en disposeront pour l'exécution du marché.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Toutefois, chaque membre du groupement doit justifier de ses capacités à exécuter les prestations pour lesquelles il intervient.

Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leurs capacités par tout moyen de preuve équivalent permettant d'apprécier leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Article 14. Présentation des candidatures

Conformément au principe « Dites-le nous une fois », les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurant valables.

Chaque candidat aura à produire un dossier de candidature comprenant les pièces et renseignements suivants :

Concernant sa situation juridique :

- une lettre de candidature ou formulaire DC1 dûment complété ;
- une déclaration du candidat ou formulaire DC2 dûment complété ;
- une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
- une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- le cas échéant, les pouvoirs habilitant le signataire des documents à engager le candidat.

Concernant sa capacité économique et financière :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

Concernant ses capacités techniques et professionnelles :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années ;
- Une liste des principales prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations du marché dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le candidat qui envisage, dès le stade de la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit indiquer :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- L'identité du sous-traitant ;
- Le montant prévisionnel des prestations sous-traitées.

À cet effet, le candidat transmet une déclaration de sous-traitance comportant les informations prévues par le Code de la commande publique, notamment au moyen du formulaire DC4 ou de tout document équivalent.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

DUME

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des obligations contractuelles du marché.

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un **Document Unique de Marché Européen (DUME)**, conformément aux dispositions des articles R.2143-4 à R.2143-16 du Code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis au format XLM.

Lorsqu'il utilise le DUME, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés au titre de la candidature, dès lors que les informations correspondantes figurent dans le DUME.

Le candidat doit toutefois fournir :

- Les documents ou justificatifs qui ne peuvent être intégrés au DUME ;
- Les documents relatifs aux capacités des opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie, le cas échéant.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournit un DUME distinct.

En cas de recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, ceux-ci fournissent également un DUME distinct comportant les informations pertinentes relatives à leurs capacités.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tout moment de la procédure tout ou partie des justificatifs et moyens de preuve relatifs aux informations renseignées dans le DUME.

Les candidats peuvent accéder au service DUME à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>.

Article 15. Présentation des offres

L'offre du candidat comprend les pièces obligatoires suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) dûment complété ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) dûment complété ;
- Le mémoire technique du candidat qui traitera impérativement des cinq (5) sous-critères définis à l'article 19
- L'attestation de visite

L'offre technique et financière devient contractuelle à compter de la notification du marché.

Les candidats sont tenus de remettre une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

Toute modification des pièces du dossier de consultation des entreprises (DCE), toute réserve ou toute réponse incomplète est susceptible de rendre l'offre irrégulière.

Le DQE est transmis à titre estimatif et comparatif uniquement. Il n'a pas de valeur contractuelle.

En cas d'erreurs purement matérielles constatées dans le DQE, notamment d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report, le pouvoir adjudicateur pourra inviter le candidat à confirmer ou rectifier son offre. En cas de refus, l'offre pourra être déclarée irrégulière.

Les offres des candidats doivent être rédigées en langue française et exprimées en euros (€).

Les documents rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Il est porté à l'attention des candidats que le mémoire technique est une pièce obligatoire de l'offre. Il est rédigé en détaillant l'ensemble des points énumérés au présent règlement de la consultation. Article 19.

Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

Article 16. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à deux cents (200) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 17. Condition de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres par **voie électronique est obligatoire**.

Les candidatures et les offres sont transmises exclusivement par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission électronique fait l'objet d'une date et d'une heure certaines de réception ainsi que d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt des candidatures et des offres.

Toutefois, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer électroniquement les documents contractuels avant notification du marché, conformément aux dispositions du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

En cas de signature électronique, celle-ci doit être conforme au règlement européen eIDAS n°910/2014 du 23 juillet 2014.

Le fuseau horaire de référence est celui de Paris (GMT+01:00).

Ne seront pas pris en compte :

- les plis électroniques réceptionnés après la date et l'heure limites de remise des offres ;
- les plis transmis par un autre canal que le profil d'acheteur PLACE ;
- les plis contenant des fichiers dans des formats non autorisés ou ne permettant pas leur ouverture ;
- les plis contenant un programme informatique malveillant, sous réserve d'une éventuelle tentative de réparation par le pouvoir adjudicateur.

L'offre peut être modifiée jusqu'à la date limite de remise des plis. Toutefois, chaque nouvelle transmission doit comprendre l'intégralité des documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Seul le dernier pli reçu dans les délais impartis est pris en compte.

Les candidats sont invités à anticiper suffisamment le dépôt de leur pli afin de tenir compte du temps nécessaire au téléchargement et à la transmission des fichiers.

Seul un pli intégralement reçu avant la date et l'heure limites de remise des offres est admis. **Un pli dont la transmission a été initiée avant cette échéance mais réceptionné après la date et l'heure limites ne sera pas ouvert et sera déclaré hors délai.**

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La **copie de sauvegarde** peut être transmise sur support papier ou sur support physique électronique. Elle doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde est adressée à l'adresse suivante :

École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
Service juridique

Le pli comporte obligatoirement la mention :

« COPIE DE SAUVEGARDE – Marché public de prestations de nettoyage – NE PAS OUVRIR »

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou ne peut être ouverte, sous réserve que la transmission électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

Les candidatures et les offres doivent parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Les plis reçus hors délai sont éliminés sans avoir été ouverts.

Article 18. Examen des candidatures et des offres

18.1 Examen des candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans cette hypothèse, l'examen des candidatures du soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché intervient après l'analyse et le classement des offres.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- se trouve dans un cas d'exclusion ;
- ne satisfait pas aux conditions de participation ;
- produit de faux renseignements ou faux documents ;
- ou ne peut produire les documents justificatifs demandés dans le délai imparti,

sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité dans les mêmes conditions.

18.2 Examen des Offres

Les offres sont analysées au regard des critères de jugement des offres définis au présent règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de **demandeur aux candidats toute précision ou clarification** sur la teneur de leur offre, à condition que ces demandes ne conduisent pas à une modification substantielle de l'offre.

Conformément aux articles L.2152-1 et suivants du Code de la commande publique **les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont écartées.**

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité **d'autoriser** tous les soumissionnaires concernés à **régulariser les offres irrégulières** dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. Cette faculté d'invitation à régulariser ne constitue en aucun cas une obligation pour l'acheteur.

En cas de suspicion **d'offre anormalement basse**, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire toutes précisions et justifications utiles conformément aux articles L.2152-5 et R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique.

Après vérification des justifications fournies, le pouvoir adjudicateur pourra rejeter l'offre si celle-ci est reconnue anormalement basse.

En cas **d'erreurs purement matérielles** constatées dans l'offre du candidat, notamment d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report dans le DQE, le pouvoir adjudicateur peut inviter le candidat à confirmer ou rectifier son offre. En cas de refus, l'offre pourra être rejetée comme incohérente ou irrégulière.

Article 19. Critères de jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées sont analysées, notées et classées afin de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis ci-après.

L'offre retenue sera celle ayant obtenu la meilleure note finale après application des critères de jugement des offres.

1. Prix des prestations		60 points
- Forfaitaire sur la durée totale du marché (reconductions comprises) indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) - Total du Détail Quantitatif Estimatif sur 4 ans (DQE)		55 points 5 points
2. Valeur technique de l'offre sera analysée sur la base des sous critère suivants :		40 points
2.1 L'organisation et effectif sur site : Ce sous-critère sera analysé sur la base de l'organisation humaine et technique pour la réalisation des prestations le long du contrat (organigramme, méthode).		10 points
2.2 Compétences de l'équipe dédiée au contrat : Ce sous-critère sera analysé sur la base des CV (qualifications, expérience) et fiche de poste (définition des postes).		5 points
2.3 La méthodologie, les matériels et les produits de nettoyage des locaux : Ce sous-critère sera analysé sur la base de la méthode et matériel proposé et produits d'entretien proposés pour la réalisation des prestations.		5 points
2.4 L'organisation qualité mise en place sur le site : Ce sous-critère sera analysé sur la base de la méthodologie de contrôle des prestations notamment la gestion des anomalies et réclamation les modalités de suivi des prestations, démarche qualité, démarche hygiène et sécurité, pour exécuter les prestations du contrat.		10 points

2.5 Le Plan de continuité d'activité Ce sous-critère sera analysé sur la base d'une note qui précisera : - L'organisation dégradée en cas d'absence d'agent - Les modalités de recours à des personnels de remplacement ; - La présentation des procédures d'urgence	5 points
2.6 Engagements environnementaux Ce sous-critère sera analysé sur la base d'une note qui précisera : - La proportion de produits disposant d'un écolabel ou équivalent ; - Les mesures de réduction des emballages ; - Le recours à des systèmes de recharge - Les actions concrètes visant à réduire la consommation d'eau, l'utilisation des produits chimiques et la production de déchets générés.	5 points

La lecture du mémoire technique devra permettre d'identifier clairement ces sous-critères, ainsi que les éléments d'appréciation des sous-critères.

Le critère prix est apprécié au regard de l'addition du montant total figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et du DQE

Le DQE est utilisé uniquement à des fins d'analyse comparative des offres et n'a pas de valeur contractuelle.

La note attribuée au titre du critère prix est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = (\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant de l'offre analysée}) \times 60$$

La note est arrondie au centième.

Avant la notation des offres, l'ENSA-PLV se réserve le droit de demander des précisions sur la teneur des offres.

Article 20. Attribution du marché

Le marché est attribué, au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres définis au présent règlement de la consultation.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, **dans un délai de huit (8) jours** à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, les documents suivants :

20.1 Documents à fournir

20.1.1 Attestation URSSAF

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale :

- datant de moins de six mois ;
- émanant de l'organisme de recouvrement compétent.

20.1.2 Justificatif d'immatriculation

Lorsque l'immatriculation est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat produit l'un des documents suivants :

- le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle mentionnant :
- la dénomination sociale ;
- l'adresse complète ;
- le numéro d'immatriculation au RCS, au répertoire des métiers ou à un ordre professionnel ;
- un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les entreprises en cours d'immatriculation.

20.1.3 Salariés étrangers

Lorsque le titulaire emploie des salariés étrangers et que le montant du marché est supérieur ou égal à 5 000 € HT, les vérifications prévues aux articles L. 8254-1 et L. 8254-3 du Code du travail sont obligatoires.

Le titulaire remet une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail précisant, pour chacun :

- la date d'embauche ;
- la nationalité ;
- le type et le numéro du titre autorisant le travail.
- Immatriculation professionnelle

L'un des documents suivants :

- certificat d'inscription au registre professionnel ;
- document équivalent ;
- devis ou document commercial mentionnant l'inscription au registre professionnel ;
- document de moins de six mois attestant de la demande d'immatriculation.

20.1.5 Détachement de salariés

Le titulaire fournit :

- une copie de la déclaration de détachement prévue aux articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant prévu à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

20.2 Défaut de production des documents

Si l'attributaire pressenti ne produit pas les documents demandés dans le délai imparti ou s'il est dans l'impossibilité de les produire, son offre est rejetée et sa candidature est éliminée.

Le pouvoir adjudicateur sollicite alors le candidat classé immédiatement après lui afin qu'il produise les mêmes documents.

Cette procédure est renouvelée jusqu'à ce qu'un candidat produise l'ensemble des justificatifs exigés.

À défaut de production des documents demandés dans le délai imparti, le candidat pourra ne pas se voir attribuer le marché.

Son offre sera alors rejetée et le pouvoir adjudicateur sollicitera le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne.

Article 21. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir leur demande exclusivement par l'intermédiaire du profil d'acheteur PLACE, **au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres.**

Les demandes de renseignements complémentaires sont adressées via le profil d'acheteur de l'État (PLACE).

Une réponse sera adressée à l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation après identification, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Aucune réponse ne sera apportée aux demandes transmises en dehors du profil d'acheteur ou reçues hors délai.

Article 22. Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
tél. : 01 44 59 44 00
greffe.ta-paris@juradm.fr
<https://paris.tribunal-administratif.fr>

Les **voies de recours** ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 et suivants du Code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu'à la signature du marché ;
- Le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative ;
- Le recours en contestation de la validité du contrat, dans les conditions définies par la jurisprudence du Conseil d'État, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Les renseignements relatifs aux voies et délais de recours peuvent être obtenus auprès du greffe du tribunal administratif compétent.